

à propos

Le magazine du
KOFF pour la
promotion de la paix



Les femmes, la paix et la sécurité : défis et opportunités

swiss
peace

Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

1

point fort

Femmes, paix et sécurité: hier, aujourd'hui et demain

2

dossier

L'égalité des sexes: un atout pour la paix et la sécurité

Honduras: défendre les droits des femmes dans un pays miné par la violence

Assurer la reconnaissance des médiatrices

Participation des femmes à la promotion de la paix: évaluer les obstacles et les opportunités

Table ronde pour la paix en Colombie: «Avançons ensemble vers la vérité»

La paix passe par l'égalité entre les genres

Souvenirs d'histoires de femmes au nom de l'égalité et de la paix

Au Sahel, les médias locaux accordent davantage de place aux femmes pour promouvoir la paix

La Suisse s'engage pour la prise en compte du genre dans les processus de paix

Pour une égalité de genre multilatérale

3

pour aller plus loin

Pour une prise en compte de toutes les victimes de violences sexuelles

4

actualité

Conférence Les femmes, la paix et la sécurité : Reclaim Prevention

Où est passé l'esprit du «Plus jamais ça»?

Cours sur la religion et la transformation des conflits

5

calendrier

Événements et nouvelles

editorial

Les guerres, mais aussi la promotion de la paix, sont souvent associées aux hommes: les soldats, les dirigeants célèbres, les médiateurs efficaces, etc. Cependant, les femmes ont toujours joué un rôle primordial dans les conflits, même s'il était moins visible. La résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, adoptée en l'an 2000, a reconnu leur influence au niveau des conflits et de la paix. La résolution vise également à promouvoir la participation des femmes à la prévention des conflits et aux processus de paix. Fin 2018, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a d'ailleurs lancé le quatrième Plan d'action national de la Suisse pour la mise en œuvre de cette résolution.

Les auteures et auteurs de ce numéro évoquent leur engagement en faveur d'une politique de paix promouvant l'égalité des genres, les besoins spécifiques et le rôle des femmes dans les régions touchées par un conflit, et nous parlent du Plan d'action national 1325.

Bonne lecture !

Amélie Lustenberger, rédactrice du magazine du KOFF

Femmes, paix et sécurité: hier, aujourd'hui et demain



Déléguées participant à la conférence des femmes pour la paix à La Haye en 1915. Creative Commons

Depuis l'adoption de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies (RCSNU) il y a dix-neuf ans, le rôle des femmes et des questions de genre dans tous les domaines de la paix et de la sécurité internationales a petit à petit gagné en importance. La résolution 1325 et les suivantes, qui incluent le programme «Femmes, paix et sécurité» (*Women, Peace and Security*, WPS) appellent à une meilleure protection des femmes face aux violences sexuelles et basées sur le genre dans les situations de conflit, à la promotion de la participation des femmes à la vie politique, à la prévention de la violence faite aux femmes par le biais de la promotion des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes, ainsi qu'à l'intégration de la problématique hommes-femmes à tous les domaines liés à la paix et à la sécurité. Au-delà de la résolution 1325 (2000), le programme WPS en comprend huit autres: 1820 (2009); 1888 (2009); 1889 (2010); 1960 (2011); 2106 (2013); 2122 (2013); 2242 (2015) et 2467 (2019).

Il est trompeur de considérer que le programme WPS est né en 2000. L'adoption de la résolution 1325 est l'aboutissement d'une longue histoire d'activisme féministe. En mai 1919 par exemple, la toute nouvelle Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF) s'est réunie à Zurich afin d'adopter une série de résolutions sur l'égalité hommes-femmes, le désarmement, l'abolition du droit de déclarer la guerre et de celui de contraindre des individus à effectuer un service militaire. Au cours du XX^e siècle, les

militantes ont continué de se réunir et d'organiser des actions en faveur de la reconnaissance des femmes comme agents indispensables au maintien de la paix. L'adoption de la résolution 1325 est la conséquence directe de la lutte des activistes et des réseaux féministes internationaux en faveur de l'inclusion des femmes et des problématiques hommes-femmes aux initiatives nationales et internationales pour la paix et la sécurité.

Pour déployer le programme WPS sur leur territoire, les États membres des Nations Unies peuvent mettre sur pied des Plans d'action nationaux (PAN) montrant leur engagement en faveur de la participation des femmes et de l'inclusion des questions de genre aux initiatives promouvant la paix et la sécurité. Depuis janvier 2019, 79 États membres ont adopté un PAN pour la mise en œuvre de la résolution 1325. La Suisse, qui compte parmi les premiers pays à l'avoir fait, a récemment déployé son quatrième plan d'action, qui s'étend sur cinq ans (2018-2022). Ce quatrième PAN s'appuie sur le premier (2007-2009), le deuxième (2010-2012) et le troisième (2013-2016). La mise en œuvre du troisième PAN suisse 1325 (2013-2016) a été supervisée par le groupe de travail interdépartemental 1325 au sein de la Division Sécurité humaine du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), qui publie des rapports ensuite soumis au Parlement suisse. La société civile a également suivi de près cette mise en œuvre par l'intermédiaire du groupe de travail 1325, composé d'un large éventail d'organisations appartenant à la société civile suisse. En 2016, le groupe de travail interdépartemental 1325 a ainsi publié un rapport alternatif et indépendant intitulé *Women, Peace and Security: Reloaded*, qui offre une analyse critique et exhaustive du déploiement du programme «Femmes, paix et sécurité» en Suisse ainsi que des recommandations relatives aux actions à entreprendre.

En réponse aux réflexions et aux recommandations proposées par le groupe de travail 1325 dans son rapport, le projet «Contribution de la société civile au déploiement du plan national d'action suisse 1325» a vu le jour. Dirigé conjointement par Femmes de Paix Autour du Monde, KOFF/swisspeace et le cfd (l'ONG féministe pour la paix), ce projet s'intéresse à des thèmes identifiés dans le rapport alternatif *Women, Peace and Security: Reloaded* et comporte deux phases distinctes. La première (2018-2019) a pour but d'évaluer de manière critique l'appel récent à lier le programme WPS aux initiatives plus larges en faveur de la sécurité globale afin de «lutter contre le terrorisme» et de «prévenir l'extrémisme violent» ; la seconde (2020-2021) se penchera sur la façon dont les conditions socio-économiques favorisent ou entravent la participation des femmes aux processus de paix.

Le quatrième PAN 1325 de la Suisse a identifié la prévention de l'extrémisme violent (PVE) comme l'une des priorités du programme WPS du pays en réponse, entre autres, aux recommandations du comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) concernant le troisième PAN (2013-2016). Le comité a exprimé son inquiétude quant au «manque d'efforts réalisés pour inclure les questions de genre dans les stratégies de prévention de l'extrémisme violent et de lutte contre le terrorisme» et a recommandé à la Suisse de «redoubler d'efforts afin d'inclure la problématique hommes-femmes dans ses stratégies de prévention de l'extrémisme violent et de renforcement des capacités des femmes et des jeunes filles, y compris les groupes de femmes de la société civile, à contribuer aux efforts de lutte antiterroriste». En 2015, la résolution 2242 appelait également à lier PWS, PVE et lutte antiterroriste.

Étant donné les efforts déployés pour intégrer les programmes WPS et PVE en Suisse et

dans le monde, la société civile suisse se mobilise tout particulièrement pour mieux comprendre les liens entre ces deux programmes, en théorie comme en pratique. Le projet «Contribution de la société civile au déploiement du plan national d'action suisse 1325» a encouragé le dialogue entre la société civile et les acteurs étatiques et fait des recherches pour tirer des leçons des situations où la société civile a fait face à des difficultés liées à la mise en place de ces programmes. La première phase du projet sera clôturée par une conférence qui se tiendra le 18 septembre à Berne et qui aura pour thème le programme WPS et la prévention de la violence. L'objectif sera de débattre des implications futures du programme, en Suisse et dans le monde.

Le programme WPS fait face aux défis d'un monde de plus en plus militarisé et sécuritaire. L'appel à lier les programmes WPS et PVE, par exemple, est salué comme un grand progrès dans le développement des programmes de sécurité qui considèrent les problématiques hommes-femmes comme centrales. Cependant, d'autres estiment qu'interconnecter les deux programmes pose un certain nombre de problèmes. Tout d'abord, celui de l'instrumentalisation des objectifs du programme WPS – à savoir l'autonomisation des femmes et l'égalité hommes-femmes – afin de servir un programme de sécurité d'état sans pour autant fournir le soutien matériel et continu, nécessaire à l'amélioration de la vie des femmes. Ensuite, on constate que les hommes, en tant que sujets genrés, sont ignorés et que les analyses et l'intégration des questions de genre ne se concentrent que sur le rôle des femmes dans la prévention de la violence, ce qui contribue à véhiculer des stéréotypes genrés selon lesquels les femmes sont pacifiques par nature, tout en éludant le fait qu'elles aussi peuvent commettre des violences. On craint également que la promotion du WPS par le programme PVE soit synonyme de soutien d'une architecture sécuritaire potentiellement dangereuse pour les femmes, les droits des femmes et la société civile de façon générale. Les acteurs du programme WPS et les organisations de la société civile du monde entier doivent suivre de près les avancées dans ce domaine afin de garantir une mise en œuvre du programme WPS ancrée dans les principes de la promotion de la paix et des droits humains.

Comme la société civile suisse, le projet «Contribution de la société civile au déploiement du plan national d'action suisse 1325» s'engage dans la sensibilisation du grand public et des politiques au programme WPS et entend combler le fossé entre la théorie et la pratique. La promotion de l'autonomisation des femmes et le développement d'une égalité des sexes sur le long terme sont essentiels à l'instauration d'une paix durable. Le programme WPS ainsi que le quatrième PAN 1325 suisse sont des outils essentiels pour atteindre ces objectifs.

[swisspeace](#)

Elizabeth Mesok

Elizabeth.Mesok@swisspeace.ch

Chercheuse senior

[links](#)

- [Programme femmes, la paix et la sécurité de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté \(WILPF\) \(en anglais\)](#)
- [Women, Peace & Security: Reloaded \(en anglais\)](#)

- [Quatrième plan d'action national Femmes, paix et sécurité de la Suisse déployé pour la mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies 1325 \(2018 – 2022\)](#)
- [Conférence: femmes, paix et sécurité: rétablir la prévention \(en anglais\)](#)

dossier

L'égalité des sexes: un atout pour la paix et la sécurité



Photo de couverture du Plan d'action national de la Suisse pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU (2018 – 2022). © Thomas Baumann

Avec la résolution 1325, le Conseil de sécurité de l'ONU avait donné un signal fort. Pour la première fois, le rôle des femmes dans la guerre et la promotion de la paix était reconnu: le risque de devenir victimes de violences de guerre, mais surtout leur potentiel à être actrices des processus de paix. Ainsi, la sécurité n'était plus seulement comprise du point de vue militaire, mais également du point de vue de l'individu. Cette résolution oblige les États membres à œuvrer pour une paix inclusive, la sécurité individuelle et le développement durable. La Suisse a pris cette mission au sérieux en étant l'un des premiers pays à présenter un Plan d'action national 1325 (PAN). L'éventail des thèmes n'a cessé de croître et huit résolutions supplémentaires ont vu le jour depuis. Le PAN 1325 a donc été régulièrement adapté aux évolutions internationales et sa quatrième version est actuellement mise en œuvre.

Pour la Suisse, la protection contre les violences sexuelles dans les conflits, la poursuite des coupables et l'accès à la justice pour les victimes restent des domaines d'action importants. Dans le même temps, le pays a toujours souligné le rôle des femmes comme spécialistes de la prévention des conflits et de la promotion de la paix, par exemple à la

Commission Justice transitionnelle et Réconciliation aux Philippines. Des études montrent aujourd'hui que les accords de paix sont plus durables et mieux ancrés dans la société lorsque les femmes ont eu une influence sur les négociations. Le quatrième PAN 1325 met davantage l'accent sur la promotion des femmes dans la politique de sécurité, qui a tendance à être dominée par les hommes. La Suisse soutient ainsi la carrière professionnelle de jeunes femmes en Europe et Asie centrale, dans les domaines du désarmement et du contrôle des armes ou de la promotion militaire de la paix.

Le PAN suisse témoigne également de la relation entre le travail du Conseil de sécurité à New York et la promotion des droits humains à Genève – un axe de la politique étrangère de la Suisse pour renforcer la prévention des conflits et défendre une paix durable. Le PAN fait explicitement référence aux recommandations du CEDEF (promotion des femmes dans la médiation, protection des femmes et des filles par un meilleur contrôle du trafic d'armes et prévention de l'extrémisme violent en fonction du genre). Il fait partie intégrante du rapport pour la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui est juridiquement contraignante. Dans ce contexte, la Suisse se félicite de l'accord conclu entre la Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et le CEDEF.

Vingt ans après l'adoption de la résolution 1325, il demeure important de maintenir le thème «Femmes, paix et de sécurité» au premier plan de la politique du Conseil de sécurité. Les États ont la responsabilité de mettre en œuvre l'intégralité des résolutions et doivent veiller à ce que les processus politiques officiels de haut niveau soient inclusifs. C'est pourquoi la Suisse continuera à œuvrer pour des résultats visibles dans les débats multilatéraux à New York et à Genève, mais aussi à Vienne à l'OSCE et à Bruxelles à l'OTAN.

Parce que la paix, la sécurité et la promotion de l'égalité des sexes sont des piliers de la politique étrangère de la Suisse, la résolution 1325 reste pour nous une préoccupation importante. Ou comme le formule la Stratégie Égalité des genres et Droits des femmes du DFAE: l'égalité des genres est un atout pour la paix et la sécurité.

[Division Sécurité humaine \(DSH\)](#)

Sarah Koch

sarah.koch@eda.admin.ch

[links](#)

[- Plan d'action national de la Suisse pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU \(2018 – 2022\)](#)

dossier

Honduras: défendre les droits des femmes dans un pays miné par la violence



Edna Ortega

Voilà des années que la violence et la criminalité qui règnent au Honduras sont devenues un enjeu public et qu'elles sont considérées comme un obstacle au développement. Pour faire face au problème de la violence des jeunes, le gouvernement a lancé des programmes d'assistance controversés. Les organisations de la société civile y voient plutôt une contribution supplémentaire à la militarisation de la société. Depuis le coup d'État contre Manuel Zelaya, en 2009, la situation des droits humains n'a cessé de se détériorer dans le pays. Le Honduras est actuellement dirigé par Juan Orlando Hernández. Il a été élu pour la première fois en 2013 dans un climat de tension sociale, et son élection reste contestée.

Edna Ortega nous explique comment cette situation délicate affecte les femmes et les organisations de défense des droits des femmes au Honduras. Avocate, elle travaille pour Brücke Le pont comme coordinatrice du programme de développement au Honduras. Par son engagement, elle connaît très bien les questions des droits humains, des droits des femmes, des droits liés au travail et des droits des enfants.

Pouvez-vous nous décrire la situation de la société civile au Honduras?

Ce gouvernement tient de la dictature et les ONG féministes, notamment, s'opposent à lui. La plupart des ONG ne reconnaissent pas sa légitimité et malheureusement, il n'y a aucun dialogue entre les deux camps. Il n'y a pas de respect entre le gouvernement et les mouvements sociaux, y compris les ONG, surtout si elles ont des opinions différentes.

Pourquoi les ONG s'opposent-elles au gouvernement?

Parce que les élections n'ont été ni libres, ni justes. Le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour rester au pouvoir. Il a même modifié la constitution.

Le gouvernement opprime-t-il les femmes?

Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, on note de nombreux reculs sur le plan du droit international, des droits des femmes et des droits humains en général. Avant, la personne à la tête de l'Institut national des femmes avait le rang de ministre. Aujourd'hui, les femmes disparaissent des postes élevés, et elles n'ont plus aucun pouvoir décisionnel. Il n'y a plus de structures qui garantissent les droits des femmes, elles ne servent qu'à la propagande et aux programmes d'assistance du gouvernement.

Il y a un autre grave problème: les féminicides, des meurtres de femmes commis pour des raisons de genre. Les jeunes femmes sont les plus touchées. En 2017, par exemple, on a relevé plus de 380 féminicides. L'année 2018 a été encore pire: en janvier, 52 femmes ont été tuées par leur conjoint rien qu'à San Pedro Sula et Tegucigalpa, deux des villes les plus dangereuses du pays pour les femmes. En général, les autorités locales ne font rien. Aucune enquête n'est ouverte.

Quel est le rôle des femmes dans la violence des gangs?

Nous avons un grave problème de violence liée aux gangs, surtout en rapport avec le trafic de drogue. Des criminels forcent leurs partenaires féminins à commettre des actes criminels. Un exemple: au Honduras, les tueurs à gages opèrent souvent à moto. Il y a deux passagers: l'un conduit et l'autre tire avec une arme à feu. Une loi interdit donc aux hommes de monter à deux sur une moto. Mais qu'un homme et une femme montent ensemble, ce n'est pas interdit. Les acteurs du crime organisé entraînent donc des femmes à abattre des gens à moto. Le gouvernement n'est pas préparé à ça. Quand les femmes se font attraper, elles vont en prison et perdent leur famille. Elles ne reçoivent aucune aide.

Quelles sont les ONG au Honduras qui défendent les droits des femmes? Que demandent-elles?

Il y a par exemple la Campagne nationale contre les féminicides (Tribuna contra los Femicidios). Comme son nom l'indique, il s'agit d'un réseau d'ONG contre les féminicides. Cette organisation réalise des études qui montrent que ces crimes restent généralement impunis. Elle fait aussi un important travail de sensibilisation du public.

Pouvez-vous nous en dire plus sur ces féminicides? Qui les commet et pourquoi?

Le Honduras est une société patriarcale. Ce sont des crimes de haine. Ce patriarcat est entretenu par l'Église et les médias, et il prend la forme du machisme. On entend par exemple beaucoup parler de femmes qui travaillent dans de grandes entreprises, dont les droits au travail sont bafoués et qui sont maltraitées. Personne ne les aide, car l'institution censée les aider ne leur apporte aucune assistance, ou pire: elle maltraite elle-même ces femmes! C'est un problème structurel.

Fin 2018 et début 2019, les caravanes de migrants qui ont traversé l'Amérique latine pour rejoindre les États-Unis ont attiré l'attention des médias. Quelle est la situation des femmes dans ces caravanes?

Beaucoup de femmes fuient avec leurs enfants pour échapper à la violence. Elles savent que le voyage est dangereux, mais pour elles, il est encore plus risqué de rester. Le gouvernement du Honduras, comme ceux des autres pays d'Amérique centrale d'ailleurs, n'a pas de politique axée sur le genre pour répondre spécifiquement aux besoins des femmes dans les caravanes. Prenons les kits d'urgence. Ils contiennent des produits pour les dents et d'autres articles utiles. En revanche, aucun produit d'hygiène féminine!

Il y a une autre question importante, c'est la stigmatisation. En novembre 2018, quand la caravane a démarré de San Pedro Sula, le gouvernement a déclaré ces familles, et surtout les femmes, criminelles. Il les a accusées de mettre leurs enfants en danger. Alors que la vraie question est celle-ci: pourquoi partent-elles? Pourquoi prennent-elles ce risque?

La situation des femmes s'est-elle améliorée ou aggravée ces dernières années?

Les ONG travaillent d'arrache-pied. Mais sans l'aide du gouvernement, il n'y aura aucun changement. Je n'ai vu aucun progrès concernant les droits des femmes au Honduras ces dix années passées.

En tant qu'ONG suisse, comment pouvons-nous vous aider?

Les ONG suisses peuvent aider les activistes locaux et développer les capacités des ONG locales en les soutenant.

Pourquoi, à titre personnel, luttez-vous pour les droits des femmes au Honduras?

Je suis avocate et mon premier travail, dans une ONG locale, consistait déjà à aider des femmes victimes de violences. Je crois que nous pouvons créer un monde meilleur, même en nous concentrant sur une question spécifique. Et j'ai confiance dans les gens et je pense que les ONG locales sont très importantes. Elles connaissent le terrain et mettent au défi ce gouvernement qui ne fait rien.

Souhaitez-vous ajouter autre chose?

Peut-être ceci: il est très important que la société civile reste innovante et travaille avec les jeunes. Ce sont eux qui feront le monde de demain. Et nous ne devons pas oublier d'inclure

les hommes jeunes. Pour atteindre l'égalité entre hommes et femmes, nous devons travailler avec les femmes et avec les hommes.

Entretien avec

Edna Ortega

edna.ortega@bruecke-lepont.org

Coordinatrice Honduras à Brücke Le pont

Réalisé par

Amélie Lustenberger

amelie.lustenberger@swisspeace.ch

Communications Officer chez swisspeace

links

- [Site de Brücke Le pont: Le Honduras entre violence et espoir \(en allemand\)](#)
- [Site de Brücke Le pont: Projets au Honduras \(en allemand\)](#)

dossier

Assurer la reconnaissance des médiatrices



Atelier de promotion de la paix à Mindanao © Conciliation Resources.

Les femmes jouent un rôle crucial dans la médiation des conflits. Des initiatives locales aux processus de médiation officiels, elles font souvent le lien entre les communautés, les groupes armés et les politiciens. Le monde célèbrera le 20^e anniversaire de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies l'an prochain. Dans ce contexte, une question se pose: pourquoi le nombre de femmes participant aux négociations de paix officielles reste-t-il si faible?

Plusieurs raisons expliquent pourquoi, vingt ans après l'adoption de cette résolution, le rapport homme-femme est encore inégal dans ce domaine. L'un des facteurs majeurs est le manque de reconnaissance du rôle que les femmes jouent déjà. Beaucoup pensent qu'il n'existe pas assez de médiatrices. Cette idée fausse s'explique par une mauvaise compréhension du concept de médiation.

De tous temps, les femmes ont été activement impliquées dans la médiation. Conciliation Resources les aide, dans de nombreux pays, à servir de médiatrices dans les conflits qui touchent leurs communautés. On peut citer les femmes qui ont œuvré pour réconcilier des villages suite à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, ou les jeunes femmes de la

République centrafricaine qui ont initié des discussions entre l'ex-Séléka et les membres de leur communauté.

Il existe également des médiatrices intervenant à l'échelle nationale et internationale. La Coalition des femmes d'Irlande du Nord a participé au processus officiel de paix et aux Philippines, Miriam Coronel-Ferrer a présidé le groupe d'experts gouvernementaux pour la paix pendant les négociations avec le Front Moro islamique de libération.

Dans le cadre du processus de paix afghan, j'ai travaillé en étroite collaboration avec des femmes afghanes qui arbitraient quotidiennement des conflits communautaires. Elles prenaient souvent des risques énormes pour offrir aux femmes et à d'autres groupes des espaces sûrs où se réunir. Certaines étaient impliquées dans des négociations politiques très dangereuses avec des insurgés armés, dont les talibans. Malheureusement, ces exemples sont souvent tus et le mérite attribué aux hommes politiques.

Afin de changer les choses, plusieurs réseaux de médiation entièrement féminins ont été créés. Leur objectif est d'accroître l'inclusion des médiatrices et de faire reconnaître le rôle qu'elles jouent déjà dans les processus de paix. L'un de ces réseaux est Women Mediators across the Commonwealth (WMC) que j'ai le privilège de diriger. WMC rassemble des femmes de nombreuses régions, disposant d'expériences diverses en matière de médiation des conflits, allant du niveau local au niveau politique.

Afin de parler d'une même voix, nos réseaux ont uni leurs forces pour devenir une alliance mondiale de réseaux de médiatrices, comprenant le Mediterranean Women Mediators Network, le Nordic Women Mediators Network et FemWise. Le partage de connaissances entre les membres et le soutien mutuel sont des missions importantes de ces réseaux. Mais, plus important encore, leur objectif n'est pas de mieux former les femmes à la médiation, mais avant tout de mieux reconnaître et valoriser le travail vital qu'elles accomplissent déjà.

[Conciliation Resources](#)

Quhramaana Kakar

ccummings@c-r.org

Responsable de programme, Women Mediators across the Commonwealth

[links](#)

- [Intervenir dans le conflit engendré par Ebola \(en anglais\)](#)
- [«La paix est notre avenir»: comités des jeunes pour la paix en République centrafricaine \(en anglais\)](#)
- [Coalition des femmes d'Irlande du Nord \(en anglais\)](#)
- [Miriam Coronel-Ferrer: les négociations de paix de Mindanao \(en anglais\)](#)
- [Women Mediators across the Commonwealth \(WMC\) \(en anglais\)](#)

dossier

Participation des femmes à la promotion de la paix: évaluer les obstacles et les opportunités



page de couverture de l'étude préliminaire

Les Nations Unies se sont fixé pour objectif de porter à 20% la part de femmes dans les forces de police et à 15% dans les forces militaires d'ici 2020. Cependant, en 2017, ces pourcentages demeuraient bien en-deçà des niveaux visés, oscillant entre 2% et 4% pour le personnel militaire, et entre 6% et 10% dans la police. En novembre dernier, le Premier ministre canadien Justin Trudeau a lancé l'Initiative Elsie, un ambitieux projet quinquennal d'envergure mondiale, destiné à surmonter les obstacles à la participation des femmes aux opérations de paix. Cependant, le manque actuel d'éléments tangibles et reconnus permettant d'identifier les origines de ces obstacles oblige les Nations Unies et ses États membres à s'appuyer essentiellement sur des anecdotes ou des témoignages individuels dans ses prises de décisions et l'élaboration de ses politiques.

Avec le soutien financier d'Affaires mondiales Canada et du ministère norvégien des affaires étrangères, le DCAF met au point et pilote une méthodologie d'évaluation des

obstacles dans le cadre du volet recherche de l'initiative Elsie, qui vise à concevoir des mesures innovantes destinées à amorcer le changement. Une étude préliminaire publiée par le DCAF en 2018 a identifié 14 obstacles à la participation des femmes aux opérations de paix. Ce nombre a été ramené à 10 lors de la poursuite des travaux de recherche: personnes admissibles, choix de déploiement, critères de déploiement, contraintes domestiques, hiérarchie verticale, logement et équipement inadaptés, expériences négatives, obstacles au redéploiement, rôle genrés stéréotypés et exclusion sociale.

La méthodologie d'évaluation des obstacles, que le DCAF élabore en partenariat avec l'université de Cornell, fournit un cadre systématique et global permettant aux chercheurs des pays qui fournissent des contingents militaires et des forces de police (TPCC) d'épauler les institutions nationales dans l'identification des barrières présentes dans chaque contexte, et de celles ayant l'impact négatif le plus important sur le déploiement des femmes. L'évaluation vise à fournir aux TPCC des recommandations d'action pour surmonter ces obstacles, augmenter la part de femmes en uniformes dans les déploiements des Nations Unies et maximiser leur impact. Une fois finalisée, en 2020, la méthodologie d'évaluation des obstacles sera rendue accessible publiquement et gratuitement à toute organisation de recherche ou institution de sécurité, afin d'évaluer les obstacles dans tout pays souhaitant modifier sa politique ou ses pratiques pour accroître la participation des femmes aux opérations de paix.

Le DCAF, en collaboration avec l'université de Cornell (qui vérifie la qualité et la pertinence statistique de ces recherches) et des partenaires nationaux (responsables de la collecte des données), pilote la méthodologie dans huit pays, sélectionnés pour la quantité importante de personnel militaire et de police féminin et masculin mis à disposition. Un rapport comparatif consacrant un chapitre à chaque pays sera publié en 2020.

La méthodologie d'évaluation des obstacles est aussi un élément essentiel du Fonds de l'Initiative Elsie, autre composante clé de l'Initiative Elsie, lancé en mars 2019. Le Fonds fiduciaire multidonateurs mettra à disposition des TPCC et des organisations des Nations Unies des subventions flexibles pour soutenir les activités fondées sur des preuves, visant à accélérer la réalisation des objectifs des Nations Unies en matière de participation des femmes aux opérations de paix. Les institutions souhaitant en bénéficier devront se soumettre à une évaluation préalable basée sur ladite méthodologie.

[DCAF - Geneva Centre for Security Sector Governance](#)

Solene Brabant

s.brabant@dcaf.ch

Responsable de projet au sein de la division genre et sécurité

links

- [Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix](#)
- [Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix: étude préliminaire \(en anglais\)](#)
- [Fonds de l'Initiative Elsie pour la participation des femmes en uniforme aux opérations de paix \(en anglais\)](#)

dossier

Table ronde pour la paix en Colombie: «Avançons ensemble vers la vérité»



En clôture de la table ronde pour la paix, toutes les participantes ont reçu un pot rempli de terre, des graines et une fleur en papier avec un message d'encouragement. ©PeaceWomen Across the Globe.

Les femmes marchent dans l'épaisse forêt et s'arrêtent devant un arbre, sur lequel est accroché un papier jaune. Un message y est inscrit: «J'ai compris que je ne peux pas rester avec cette souffrance; je veux apprendre à pardonner.»

Une femme raconte avoir voulu se donner la mort lorsque la souffrance liée aux événements endurés pendant le conflit en Colombie est devenue insupportable. Puis elle en a décidé autrement: «Après tout ce que l'on m'a fait subir, ne plus vivre reviendrait à faire une faveur à mes agresseurs. C'est hors de question.» Les femmes continuent leur progression, suivant l'injonction sur le panneau placé au début du sentier: «Avançons ensemble vers la vérité.»

Ces 20 femmes participent à la table ronde pour la paix qui a eu lieu en mai à Popayán, dans le sud de la Colombie. Il s'agissait de la première d'une série de quatre tables rondes régionales organisées cette année par COMUNITAR, l'organisation partenaire du réseau Femmes de Paix Autour du Monde. Ces tables rondes s'inscrivent dans un programme global de ce réseau.

La «Commission pour l'établissement de la vérité, la coexistence et la non-répétition» de Colombie y participe afin que les femmes prennent une part active au processus de paix et que les violences subies ne tombent pas dans l'oubli. Le soutien de Femmes de Paix Autour du Monde est essentiel, d'autant que l'État colombien, qui finance le travail de la commission, a réduit de 40 % son budget.

Alejandra Miller Restrepo, membre du comité directeur de Femmes de Paix Autour du Monde et de la commission de la vérité, a présenté à Popayán l'avancement du processus de paix et les objectifs de la commission. Elle souhaite recueillir des témoignages de femmes afin qu'ils fassent partie intégrante de la recherche de la vérité et de la représentation globale du conflit armé au plan historique. L'important, pour elle comme pour la commission, est que les femmes parlent de leurs souffrances, mais aussi qu'elles racontent leurs histoires de résistance – «ce que vous avez fait pour survivre», leur précise-t-elle. Les femmes ne doivent pas être vues seulement comme des victimes, mais aussi comme des actrices à part entière.

Cinq collaboratrices de commissions de la vérité locales ont participé à la table ronde pour la paix afin d'enregistrer les témoignages. Il est souvent difficile, pour ces femmes, de parler de ce qu'elles ont vécu, même sous couvert d'anonymat. Passer du temps avec d'autres femmes, à l'écoute et à même de comprendre, les aide à s'ouvrir et à se confier. Chez elles, elles ont tendance à refouler leurs souvenirs. «Nous n'osons pas pleurer car nous ne voulons pas être un fardeau pour notre famille», décrit l'une d'elles. Une autre exprime ce que beaucoup d'entre elles pensent: «Ici, nous pouvons laisser libre cours à nos émotions. À notre tristesse – mais aussi à notre joie de ne pas être seules.» À Popayán, 14 femmes sur les 20 présentes ont accepté que leur histoire soit enregistrée.

Les expériences tirées des tables rondes régionales seront partagées lors de l'édition nationale de la table ronde pour la paix, qui se tiendra fin 2019 à Medellín. Toutes les participantes au niveau régional sont invitées à prendre part à cet événement, qui portera notamment sur la question de la responsabilité et sur la façon dont les femmes peuvent renforcer leurs ressources et leurs réseaux.

Le soutien psychosocial est un aspect central des tables rondes. Le sentier dans la forêt amène les femmes chassées de leur pays durant le conflit à revenir dans la nature, faisant ainsi remonter leurs souvenirs. Pour finir, chaque femme reçoit un pot rempli de terre, un sachet de graines et une fleur en papier portant un message d'encouragement. Toutes ont appris qu'elles pouvaient parler des atrocités qu'elles ont vécues et qu'elles pouvaient pardonner sans pour autant oublier. C'est aussi le but du traitement du passé, dans lequel le rapport de la commission de la vérité jouera un rôle important.

[Femmes de Paix Autour du Monde](#)

Christina Stucky

christina.stucky@1000peacewomen.org

responsable de la communication

Femmes de Paix Autour du Monde

Mithra Akhbari

mithra.akhbari@1000peacewomen.org

responsable de programme

links

- [Femmes de Paix Autour du Monde: projets \(en anglais\)](#)
- [Corporación de Mujeres Ecofeministas \(COMUNITAR\) \(en espagnol\)](#)
- [Commission de la vérité en Colombie \(en espagnol\)](#)
- [Ruta Pacífica de las Mujeres \(en espagnol\)](#)

dossier

La paix passe par l'égalité entre les genres



Lors de l'atelier sur les compétences et les ressources dans le cadre du projet "Career Mentoring for Migrant Women" du cfd. Photo: cfd.

En tant qu'organisation féministe de promotion de la paix, le cfd se fonde sur une notion très large et positive de la paix tenant compte de toutes les formes de violence, d'exclusion et de discrimination: la paix ne signifie pas seulement l'absence de guerre ou de violence physique, mais aussi l'égalité des droits et la justice pour tous, indépendamment du sexe (biologique ou social), de l'orientation sexuelle, de l'origine, du statut social et des convictions politiques ou religieuses.

Le cfd met l'accent sur la réalisation de l'égalité des droits et de l'égalité des chances pour les femmes et les filles, ce qui nécessite au préalable une analyse de la discrimination structurelle basée sur le genre.

Pensée globale

Comment cela se traduit-il dans la pratique? Le cfd mène des projets, en Suisse et à l'étranger, visant à promouvoir la paix sociale à travers l'égalité des sexes. Nous nous concentrons sur trois domaines: les violences sexuelles, la promotion économique et l'inclusion sociale.

En Suisse, par exemple, parallèlement à notre travail de lutte contre les violences à

l'encontre des femmes (campagne «16 jours contre la violence faite aux femmes*»), nous dirigeons un programme de mentorat professionnel pour les migrantes très qualifiées. Mais en quoi ce programme participe-t-il à la paix? Pour nous, la paix passe par l'autonomisation économique des femmes structurellement discriminées, ce qui contribue à une société plus juste et plus pacifique. À travers son travail, le cfd remet en question les structures de pouvoir et d'oppression, surtout en cas de discrimination multiple (due au genre et au statut de migrante).

Dans le cadre de ses projets de coopération internationale, le cfd soutient le droit de *tous les individus* à participer sur un pied d'égalité à la vie sociale, politique, juridique et économique. En Israël, par exemple, notre projet «*Soot – Stimme*» («*Soot – Voix*») avait pour objectif de renforcer la participation politique des femmes arabes. Les Palestiniennes occupent en effet en Israël moins de 5 % des postes politiques: leurs préoccupations ne trouvent donc pas d'écho au sein des organes politiques et leur position s'en trouve affaiblie. Les femmes participant au projet apprennent à élever leur voix (en arabe «soot») pour défendre les droits des femmes et des enfants, mais aussi à lutter contre la discrimination, les préjugés et la violence.

Une approche basée sur les droits humains

Bien entendu, le cfd s'engage également sur le plan politique pour une approche basée sur les droits humains et pour faire entendre la voix de la société civile auprès des décideurs politiques, ce qui explique que la mise en réseau nationale et internationale soit l'une de ses principales tâches. Le cfd fait partie, entre autres, du groupe de pilotage du projet NAP 1325 (Femmes, paix et sécurité), de la Coordination ONG Post Pékin (qui supervise notamment le suivi de la CEDAW), du Forum pour les droits humains en Israël et Palestine et du groupe de pilotage du Réseau Convention Istanbul. Dès qu'il en a la possibilité, il prend part aux débats politiques sur l'égalité des chances, la paix et la migration et les influence activement.

[cfd](#)

Virginie Poyette

Virginie.Poyetton@cfd-ch.org

[links](#)

- [Site Internet du cfd](#)
- [cfd – NAP 1325 Femmes, paix et sécurité \(en allemand\)](#)
- [Coordination ONG Post Pékin](#)
- [Forum pour les droits humains en Israël et Palestine](#)
- [Groupe de pilotage du Réseau Convention Istanbul](#)

dossier

Souvenirs d'histoires de femmes au nom de l'égalité et de la paix



Fiona Bawn-Thompson jouant dans *The Woman is Present: Women's Stories of WWII*

Le climat politique actuel a été témoin de la montée des mouvements d'extrême droite dans le monde et même de leur arrivée au pouvoir dans certaines des plus grandes démocraties, telles que les États-Unis, le Brésil et l'Italie. Dans ce contexte, la nécessité de promouvoir l'égalité des sexes et la paix est plus cruciale que jamais.

L'art est un espace idéal pour le faire. À travers des récits, les membres d'un auditoire intègrent les idées d'une manière qui ne serait pas possible autrement. Raconter des histoires de femmes pendant la guerre permet de démanteler les récits patriarcaux classiques dans lesquels ces dernières sont souvent négligées et de remettre en question les points de vue traditionnels qui considèrent les femmes comme passives, soumises et inaptes à la guerre. Ces histoires montrent qu'elles étaient *effectivement* impliquées dans des événements historiques majeurs, rappellent aux gens le rôle central qu'elles jouent aujourd'hui et soulignent l'importance de l'égalité des sexes pour l'avenir, car cette dernière contribue à des sociétés plus durables et pacifiques.

Voilà les objectifs de Smashing Times, une organisation artistique basée à Dublin en Irlande, qui joue la pièce *The Woman is Present: Women's Stories of WWII* (*La femme est présent(e): histoires de femmes de la Seconde Guerre mondiale*)

depuis maintenant deux ans. Ce spectacle réimagine de manière créative des moments de vie de femmes pendant la Seconde Guerre mondiale, en racontant des histoires de bravoure, de sacrifice et d'amour au milieu de l'horreur de la guerre, alors que les femmes se dressaient contre le fascisme et le totalitarisme.

Parmi ces héroïnes, on retrouve notamment Mary Elmes, originaire de Cork, qui a été la première Irlandaise à recevoir le titre de «Juste parmi les Nations» pour avoir sauvé des enfants juifs des nazis. On compte également Marta Hillers, auteure de *Eine Frau in Berlin* (*Une femme à Berlin*) qui détaille le viol collectif de femmes par l'Armée rouge au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. L'histoire de Maria Eugenia Jasińska, de Łódź en Pologne, est également racontée. Elle était membre de la résistance et a préféré y laisser sa vie plutôt que de révéler des noms aux nazis. On peut aussi citer l'Espagnole Neus Català Pallejà, qui a collaboré activement avec la résistance française. Elle est une survivante des camps de concentration, malheureusement décédée récemment au grand âge de 103 ans.

Chaque représentation est suivie d'une discussion avec les artistes et les intervenants invités afin d'approfondir les récits de femmes puissantes dans l'Histoire et les thèmes de l'égalité des sexes et de la paix en Irlande, en Irlande du Nord et dans le reste du monde. Le spectacle et la discussion qui s'ensuit permettent aux citoyens de participer à la commémoration, au débat et à l'apprentissage de ces histoires de femmes de la Seconde Guerre mondiale. En soulignant le rôle joué par ces femmes ordinaires et pourtant extraordinaires dans la lutte contre le fascisme, et les terribles épreuves qu'elles ont endurées, les valeurs de tolérance, d'égalité et de paix pour la société sont inculquées au public et aux participants. Le spectacle a effectué une tournée nationale et internationale en Irlande, Irlande du Nord et Allemagne de septembre 2017 à février 2018. Il a reçu un accueil extrêmement positif.

[Smashing Times](#)

Féilim James

fmob95@gmail.com

Ecrivain de Dublin en Irlande, Office Administrator chez Smashing Times

links

- [La femme est présente : Histoires de femmes de la Seconde Guerre mondiale \(en anglais\)](#)
- [Smashing Times \(en anglais\)](#)
- [Féilim James \(en anglais\)](#)

dossier

Au Sahel, les médias locaux accordent davantage de place aux femmes pour promouvoir la paix



Pendant le tournage du documentaire Femmes et politique au Mali, en 2018. Photo: Fondation Hironnelle

Dans les États et les régions touchés par des crises majeures, comme au Sahel, les femmes et les jeunes filles sont confrontées à des défis spécifiques dans le cadre de la vie publique. Souvent victimes et parfois auteures de violences, elles sont généralement exclues des processus de paix et des dialogues politiques. Les raisons qui les poussent à entrer dans des groupes armés et à prendre part à des activités illicites ne doivent pas être ignorées. La Fondation Hironnelle promeut l'égalité hommes-femmes, la visibilité et la présence des femmes dans ses médias, ainsi que les initiatives ayant pour but de favoriser le dialogue et de renforcer la confiance entre les populations et leurs représentants. L'objectif est d'habiliter les femmes à participer à la construction de sociétés pacifiques, justes et paritaires. Parmi les initiatives concrètes qui ont vu le jour, Studio Tamani au Mali et Studio Kalangou au Niger démontrent l'importance du rôle des médias locaux dans ce domaine, mais aussi le fait que le dialogue peut se tenir au niveau local et inclure des représentantes de tous les secteurs de la société.

Au moyen de productions éditoriales conçues avec soin, telles que la série documentaire sur le «Programme pour les droits des femmes» du Studio Tamani, nos médias locaux aident la population à comprendre comment l'inégalité entre les sexes au Sahel empêche les femmes et les jeunes filles de contribuer activement à l'amélioration de la société. La participation des femmes est pourtant essentielle à l'atteinte des Objectifs de développement durable définis par l'ONU, en particulier de l'objectif n°16. Au Niger, après la création de plusieurs programmes radiophoniques dédiés au statut des femmes dans la société nigérienne, la rédaction a décidé de consacrer une fois par semaine son émission quotidienne *Forum* au point de vue des femmes sur l'actualité du pays, y compris sur les questions d'insécurité, les échecs en matière de cohésion nationale, etc., et ce à partir de septembre 2019. Diffusée en direct à l'ensemble de la population, l'émission sera préparée et animée par des femmes.

Comme dans les processus de paix, la présence des femmes dans les médias locaux n'est pas chose acquise. Elle nécessite que le rédacteur en chef et ses équipes intègrent les facteurs de parité à leur travail quotidien: recrutement de femmes journalistes pour traiter des divers thèmes de l'émission, développement d'une base de données pour inviter des participantes, expertes et témoins femmes aux émissions de débat, interview d'autant d'hommes que de femmes, etc. Ce n'est qu'à ces conditions que les médias locaux pourront accorder davantage de place aux femmes afin qu'elles soient mieux représentées et plus actives au sein des sociétés fragilisées, comme au Sahel.

Les médias sont en mesure d'apporter un point de vue global qui présente les femmes à la fois comme victimes et comme auteures de violences. Ils permettent de questionner la façon dont les nouveaux outils et les mesures visant à renforcer la confiance des populations vis-à-vis de leurs représentants peuvent promouvoir efficacement la participation des femmes et les solutions non-violentes de règlement des conflits, tels que ceux qui font rage au Sahel. Tant qu'on ne cherchera pas à faire participer davantage les femmes à la vie publique et à la mise en place de solutions pacifiques, il ne sera pas possible de mettre fin aux cycles de violence ni de promouvoir la paix et le développement.

[Fondation Hironnelle](#)

Caroline Vuillemin

caroline.vuillemin@hironnelle.org

Directrice

links

- [Fondation Hironnelle Media](#)
- [Studio Tamani](#)
- [Studio Kalangou](#)
- [Studio Kalangou: femmes](#)

dossier

La Suisse s'engage pour la prise en compte du genre dans les processus de paix



Cercles de paix avec les femmes maliennes des camps de réfugiés du Burkina Faso en 2018. Photo: Wildaf-Mali.

De 1990 à 2000, le monde était marqué par des crises prenant en otage plusieurs catégories de personnes et ces conflits pouvaient touchées différemment les hommes que les femmes. Les femmes et les jeunes étaient les principales victimes. Les femmes violées individuellement et collectivement, faisaient l'objet d'exploitations sexuelles, les jeunes tués ou enrôlés dans des combats, c'était une déstructuration des familles. Dans ce contexte, les besoins spécifiques des femmes n'étaient pas pris en comptes et elles n'étaient pas impliquées dans les processus de paix. Cet état de fait ne pouvait durer longtemps et grâce à la société civile internationale, aux organisations de défense des droits des droits humains, à la pression des lobbies, le Conseil de Sécurité des Nations-Unies va adopter le 30 octobre 2000 la résolution 1325 sur la femme, la première de l'organe reconnaissant les effets néfastes des conflits sur les filles et les femmes mais aussi leur importance dans la prévention et le règlement des conflits. Cette résolution repose sur quatre piliers principalement qui sont : la participation, la protection, la prévention et de relèvement post-conflit.

La Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies concernant les femmes, la paix et la sécurité, adoptée en 2000, est un document de base pour la politique Suisse en ce qui concerne la dimension "genre" dans la promotion de la paix. Elle demande en particulier que les femmes soient associées et la dimension "genre" prise en compte à tous les niveaux des processus de paix, et qu'une protection accrue soit accordée aux femmes et aux petites filles dans les situations de conflits armés. Le Conseil fédéral aligne sa politique de paix et de sécurité sur cette résolution et entend veiller à mieux associer les femmes aux processus de paix qu'il soutient. Ainsi, la Suisse contribue à la mise en œuvre de la Résolution 1325 par diverses actions, sur le plan opérationnel et au niveau de la définition des politiques en la matière. Elle soutient à l'étranger des projets concrets et des organisations cherchant à améliorer la protection des femmes et des petites filles dans les conflits, et à ce que les femmes soient mieux associées aux processus de paix.

C'est ainsi qu'en 2015, dans la mouvance de la signature de l'Accord de paix et l'effritement du tissu social malien, la Suisse a financé avec l'ONG WILDAF-Mali un projet de dialogue permettant aux femmes et aux filles de différentes communautés d'échanger entre elles, sans peur, sans distinction d'ethnie, de culture ou de religion. Car tout au long du processus de paix malien jusqu'à sa mise en œuvre l'implication des femmes n'a pas été une priorité, malgré la mobilisation des organisations de femmes, l'appui des Partenaires techniques et/ou financiers, aussi bien que les cadres nationaux et internationaux auxquels le Mali a souscrit. Ce projet a ainsi permis de mobiliser les femmes dans une dynamique d'artisans de paix au niveau local que national.

Par ailleurs, toutes les recherches ont montré non seulement que l'implication des femmes et jeunes est essentielle à la construction d'une paix durable mais également que les Etats semblent particulièrement vulnérables aux conflits lorsque d'importants groupes de personnes n'ont pas de pouvoir ou ne participent pas à la gestion du pays (notamment les femmes et les jeunes). La recherche de l'égalité des droits est un maillon essentiel pour rétablir la confiance entre l'Etat et les communautés et apporter une paix durable. Il est fort improbable que l'ensemble de la population goûte aux dividendes de la paix si plus de sa moitié est exclue du système et que ses besoins ne sont pas pris en compte. Les femmes constituent une base sociologique sur laquelle peut se fonder les processus endogènes de paix et de sécurité, du fait de leur rôle dans la société (elles sont des conseillères efficaces

auprès de leurs enfants, de la famille et de leur époux donc de leur communauté).

Ce projet intitulé Cercles de paix, au-delà de s'inscrire dans les recommandations des plus hautes autorités du Mali, ce projet d'espace de dialogue et d'échanges inclusif entre femmes maliennes comblait un véritable besoin de l'heure car il répondait aux soucis de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies dans la crise malienne en ce qui concerne « Femmes, paix et sécurité » pour leur pleine participation dans les processus de paix et la prise en compte de leurs besoins en matière de protection, de prévention et de relèvement post-conflit.

Parallèlement en 2019, au milieu de la mise en œuvre de l'Accord de paix, la Suisse a encore financé une activité des Cercles de paix avec des jeunes, à travers Wildaf-Mali, en tant que principaux acteurs et victimes de la violence lors des crises qui ont secoué le pays. Il est ainsi, ressorti de ces activités avec ces deux acteurs clés que sont les femmes et jeunes, le besoin réel de poser les jalons d'une véritable cohésion sociale à la base de société malienne et à tous les niveaux. C'est sur la base de ce constat que la Suisse décide de mettre en œuvre un programme avec ces deux acteurs de changement (les femmes et les jeunes) à partir de 2019. Le but recherché avec ce nouveau programme est de mettre cet acquis de dialogue inclusif à plus grande échelle et amener plus de femmes, de jeunes, de réfugiés, de déplacés et surtout les parties en conflits à faire de même pour restaurer la confiance pour une paix durable au Mali. Une paix durable exige un partenariat harmonieux entre les femmes et les hommes. Il est dès lors important de faire en sorte que les hommes prennent conscience du fait que l'égalité des chances pour les femmes ne constitue pas une menace à la paix et à la stabilité.

[Direction du développement et de la coopération \(DDC\)](#)

Mariam Sylla

mariam.sylla@eda.admin.ch

Chargée de programme paix et sécurité Bureau de la Coopération Suisse au Mali

[WILDAF-Mali](#)

Madame Bouaré Bintou Founé Samaké

bfsamake2000@yahoo.fr

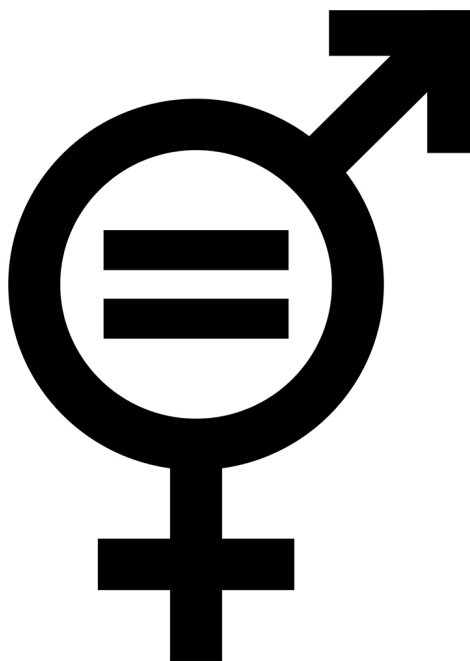
Présidente de l'ONG WILDAF-Mali

[links](#)

- [Le cercle de paix - Les femmes qui donnent la vie à la paix](#)
- [Film des Cercles de paix à Caux en 2018](#)
- [Mise en œuvre en Suisse de la Résolution 1325 du CS-ONU : Femmes, paix et sécurité](#)

dossier

Pour une égalité de genre multilatérale



Symbole. Image: Creative Commons.

Le progrès de l'égalité est nécessaire aux progrès de la paix et de la condition humaine. Parmi ces égalités, l'égalité de genre est une préoccupation majeure depuis des décennies. Des reculs éventuels de la condition féminine sont à prévenir et il reste à faire pour obtenir une pleine égalité de fait et de droit. Néanmoins, aussi lent soit-il, le processus paraît irréversible.

Les réponses à une partie de ces lenteurs sont à trouver dans un progrès plus général de l'égalité. Poser les discriminations à l'encontre des femmes dans un contexte plus ouvert permet de voir quelles autres discriminations sont à réduire pour favoriser aussi la condition féminine et garantir ainsi une intégration et une cohésion sociale à même de garantir l'épanouissement et la réalisation universelle des droits fondamentaux.

L'intégration des jeunes, des personnes âgées, des personnes handicapées, des divers groupes sociaux et des personnes LGBTI, toutes et tous dans leur dignité et leurs droits et dans les processus de paix et de décision de notre humanité et de nos communautés, petites ou grandes renforce nos infrastructures de paix, et donc la condition féminine.

En ce sens, l'égalité de genre doit aussi permettre aux hommes et aux femmes, aux individu-e-s de faire reculer les discriminations contre les hommes. Les réponses apportées à une longévité plus courte, à une criminalisation principalement masculine

(93% d'hommes dans les prisons suisses) et le recul de l'apprentissage, culturel ou imposé, de la violence favorisent tant la condition féminine que la qualité générale de la paix.

L'APRED travaille sur la non-militarisation et pour les pays sans armée depuis de nombreuses années, entre autres pour savoir si la condition des femmes est meilleure dans ces pays totalement démilitarisés. Des études plus approfondies sont nécessaires, mais une analyse d'Index du Développement Humain Sexospécifiques indiquent que l'absence d'armée dans un pays favorise le progrès de l'égalité de genre.

APRED

Christophe Barbey

cb@apred.ch

links

- [La non-militarisation](#)
- [Les pays sans armée](#)
- [Les indicateurs sexo-spécifiques](#)

pour aller plus loin

Pour une prise en compte de toutes les victimes de violences sexuelles



Rassemblement LGBTI. Photo: Rosemary Ketchum.

L'un des principaux objectifs de la résolution 1325 est de protéger les femmes et les filles contre les violences sexuelles dans les régions touchées par des conflits. Mais elle fournit également une base à la poursuite pénale des auteurs de violences sexuelles au cours des guerres. La Cour pénale internationale s'en est ainsi servi pour juger les crimes liés au conflit yougoslave.

Cependant, certains chercheurs travaillant sur les expériences de guerre vécues par les personnes LGBTI, comme Jamie Hagen, regrettent que cette résolution parle uniquement des femmes et des filles. En effet, l'utilisation des termes «femme» et «fille» exclut d'autres personnes et donne lieu à une compréhension binaire du genre (classification de l'individu en homme ou en femme). La résolution a contribué, comme nous l'avons déjà mentionné, à ce que les violences sexuelles basées sur le genre (viol, etc.) soient interprétées comme un instrument de guerre et un crime de guerre et à ce qu'elles soient proscrites. Mais Jamie Hagen souligne dans un article que les personnes LGBTI sont également victimes de ces violences sexuelles et qu'étant déjà fortement marginalisées en

période de paix, elles risquent d'autant plus de subir ce type de violences lors des conflits. Il est par conséquent important, selon elle, de commencer par se demander qui, en temps de guerre, est susceptible de faire l'objet de violences sexuelles. Or les réponses apportées à cette question par la résolution sont trop restrictives aux yeux de la chercheuse, qui considère que l'on doit également prendre en compte les expériences des personnes LGBTI et reconnaître qu'elles sont elles aussi victimes de violences sexuelles basées sur le genre. Jusqu'à présent, les organisations des Nations Unies et les ONG n'ont pas accordé suffisamment d'attention à ce point. À l'heure actuelle, il n'existe en effet qu'un seul rapport faisant état de violences sexuelles à l'encontre des personnes LGBTI dans un environnement de conflit. Ce document date de 2014 et décrit des cas survenus en Irak. Il indique que des hommes ont été violés sous prétexte qu'ils n'étaient pas assez «virils». C'est pourquoi Jamie Hagen demande que la notion de victime soit élargie. Aujourd'hui, dans les documents des Nations Unies s'appuyant sur la résolution 1325, les termes «femme» et «genre» sont utilisés quasiment comme des synonymes. Jamie Hagen propose par conséquent que l'on définisse la notion de «genre» avec précision et en incluant tous les cas de figure de façon à ce que les personnes LGBTI soient elles aussi prises en compte dans la résolution 1325. Il faudrait également leur donner davantage de poids dans la pratique afin que soient respectées les préoccupations de sécurité de tous les individus.

D'aucuns pourraient arguer que les cas de violences sexuelles à l'encontre des personnes LGBTI sont très difficiles à recenser dans la mesure où ils sont très rares et où les victimes n'en parlent pas parce qu'elles ont peur. Mais, premièrement, cette affirmation ne peut pas être corroborée puisque presque personne ne s'est intéressé à ces cas jusqu'ici, et deuxièmement, l'aide ne doit pas être réservée aux victimes que l'on pourrait qualifier de «majoritaires».

Il est donc temps de définir précisément la notion de genre dans la résolution 1325 et dans celles qui en découlent, en veillant à y inclure tous les individus. Cela permettra de reconnaître toutes les souffrances et d'englober dans les processus de paix l'ensemble des personnes concernées.

[KOFF/Swisspeace](#)

Jonas Hinck

jonas.hinck@swisspeace.ch

links

- [Kirby, Paul & Shepherd, Laura: Reintroducing women, peace and security \(en anglais\)](#)
- [Hagen, Jamie: Queering women, peace and security \(en anglais\)](#)

actualité

Conférence: Les femmes, la paix et la sécurité : Reclaim Prevention



Street Art by Swoon. Image: Creative Commons.

cfed – l'organisation féministe pour la paix PeaceWomen Across the Globe (PWAG) et la Plateforme suisse pour la promotion de la paix KOFF ont le plaisir de vous inviter à une conférence dans le cadre du projet "Civil Society Contribution to the Implementation of the Swiss NAP 1325". La conférence est organisée en collaboration avec le Département fédéral suisse des affaires étrangères.

Mercredi 18 septembre 2019, de 9h15 à 17h00 (suivie d'un apéro) à la Stiftung PROGR, Zentrum für Kulturproduktion, Auditorium Waisenhausplatz 30, 3011 Berne

La conférence réunira des experts de la société civile, des milieux universitaires et des institutions publiques pour discuter du Plan d'action national suisse pour les femmes, la paix et la sécurité (PAN 1325). Il mettra en lumière sa pertinence politique aux niveaux national et international à partir d'une variété de perspectives et de contextes. Les questions suivantes seront explorées :

– Comment la société civile peut-elle jouer un rôle dans les débats sur les femmes, la paix et la sécurité pour renforcer le lien entre politique et pratique, en Suisse et au-delà ? Dans quelle mesure les femmes participent-elles à la prise de décisions sur la paix et la sécurité aux niveaux communautaire, national et international ?

– Comment le PAN 1325 reflète-t-il le travail de promotion de la paix et de prévention de la violence sur le terrain ? Quelles sont les implications du lien entre les femmes, la paix et la sécurité et la prévention de l'extrémisme violent ?

Nous nous réjouissons à l'idée d'avoir des discussions critiques et passionnantes avec vous.

[KOFF/Swisspeace](#)

Andrea Grossenbacher

Andrea.Grossenbacher@swisspeace.ch

Program Officer

[links](#)

- [Plus d'information \(en anglais\)](#)
- [Inscription \(en anglais\)](#)

actualité

Où est passé l'esprit du «Plus jamais ça»?



Rencontre avec un jeune Irakien à Mossoul, qui lutte, au péril de sa vie, contre les discours de haine qui sévissent dans une société fragmentée; Irak, janvier 2019. Photo: Léa Suter.

D'après Terry, trois générations après la Seconde Guerre mondiale, l'esprit du «Plus jamais ça» a disparu. Elle soupire, et ajoute d'un ton qui n'est pas résigné, plutôt combatif: «Chacun d'entre nous doit se demander si nous en avons fait assez pour transmettre à nos enfants cette pensée qui nous a été transmise par nos parents et nos grands-parents.»

Je repense aux photos des pays en guerre que j'ai visités en tant que blogueuse pour la paix et je sais que Terry a raison. Nous n'avons pas réussi à garder en vie l'esprit du «Plus jamais ça». La paix n'a plus de porte-parole et c'est également le cas ici, en Suisse, pays pourtant sûr.

Terry est Palestinienne et travaille pour la Direction du développement et de la coopération (DDC) à Jérusalem. Cet extrait fait partie des dizaines d'entretiens que j'ai menés avec des membres du réseau DDC «Conflits et droits humains» lors de leur rencontre qui s'est déroulée du 18 au 20 juin à Genève. Plus d'une centaine de personnes venant de plus de 30 pays se sont réunies pour partager expériences, défis et solutions.

Au cours des discussions, une question est revenue sans cesse: comment mieux communiquer sur la paix? Nous avons besoin d'une communication plus efficace pour lutter contre la normalisation progressive de la violence. Il faut d'urgence expliquer le

travail en faveur de la paix afin de faire comprendre sa nécessité et de pouvoir le financer.
Vous trouverez plus d'informations à ce sujet dans mon dernier blog et mon appel en faveur
d'une communication stratégique pour la paix.

Peace Prints

Lea Suter

lea.suter@peaceprints.ch

links

- [Blog de Lea Suters «Peace Prints»](#)
- [Le récit sur l'Irak en intégralité \(en allemand\)](#)

actualité

Cours sur la religion et la transformation des conflits



Vue de la vieille ville de Jérusalem, Israël. Photo : Andrey Krav.

Comment la religion influence-t-elle la paix et les conflits dans le monde d'aujourd'hui ? Apprenez à mieux comprendre les conflits ayant une dimension religieuse et comment ils peuvent être transformés.

swisspeace, en collaboration avec l'Université de Bâle, propose un cours sur la religion et la transformation des conflits à Bâle du 06-08 novembre 2019.

Dans ce cours, les participants :

- acquerront une compréhension des concepts et des termes clés concernant la religion en relation avec la paix et les conflits et étudieront comment les religions peuvent conduire les conflits et promouvoir la paix.
- explorent les conflits à dimension religieuse à travers des études de cas au Myanmar, en Irak et en Afrique subsaharienne.
- se familiarisent avec les approches qui abordent les conflits ayant une dimension

religieuse et se familiarisent avec un outil d'analyse de conflit conçu pour les conflits ayant une dimension religieuse.

– se penchent sur les rôles que jouent les acteurs motivés par la religion dans les zones de conflit.

– deviennent partie d'un réseau qui traite de manière critique les questions relatives à la religion, à la paix et aux conflits.

Intéressé à participer ? Le nombre de participants est limité, alors n'hésitez pas et postulez dès aujourd'hui.

Continuing Education

academy@swisspeace.ch

links

- [Plus d'information \(en anglais\)](#)
- [Application \(en anglais\)](#)

calendrier

Événements et nouvelles

PAGE DE NOUVELLES DES MEMBRES DE KOFF

Les nouvelles des organisations membres du KOFF se trouvent sur notre PAGE D'INFORMATION DES MEMBRES DU KOFF.

SWISSPEACE KURSE

Vous pouvez vous inscrire maintenant aux cours suivants de swisspeace:

- Business, Conflict and Peacebuilding
- Dealing with the Past Course
- National Dialogue & Peace Mediation

Vous trouverez des informations sur l'ensemble de l'offre de cours de swisspeace sur la promotion de la paix et les conflits sur NOTRE PAGE WEB.

Ce PDF a été généré automatiquement.
Lire à propos : www.swisspeace.ch/apropos

Éditeur KOFF de swisspeace
Contact Sonnenbergstrasse 17, Case postale, CH-3001 Bern
Tél.: +41 (0)31 330 12 12
Rédaction Amélie Lustenberger & Jonas Hinck
Traduction Furrer Übersetzungen, Übersetzergruppe Zürich
Couverture Graffiti à Bogota. Photo de : swisspeace / Rahel Fischer

KOFF

Die Schweizer Plattform für Friedensförderung
La plateforme suisse de promotion de la paix
La piattaforma svizzera per la promozione della pace
The Swiss platform for peacebuilding

Le KOFF est une plateforme d'échange et de dialogue animée par swisspeace. Elle est soutenue par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

ae-centre	Fondation Hironnelle	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
Action de Carême	Fondation Peace Nexus	Palmyrah
Alliance Sud	Fondation village d'enfants	Peace Brigades International Suisse
APRED	Pestalozzi	Peace Watch Switzerland
artasfoundation	Graines de Paix	Quaker United Nations Office
Baha'i	Green Cross Suisse	Société pour les peuples menacés
Brücke · Le pont	Groupe pour une Suisse sans armée	Solidar Suisse
Caritas Suisse	HELVETAS Swiss Intercooperation	SOS Village d'enfants
cfd	IAMANEH Suisse	Stiftung für Integrale
Conseil suisse pour la paix	ICP	Friedensförderung
Croix-Rouge Suisse	Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité (LIPS)	Swiss Academy for Development
DCAF	Interpeace	SWISSAID
Eirene Suisse	Ligue Suisse des femmes catholiques	Terre des Femmes Suisse
Entraide Protestante Suisse	medico international suisse	terre des hommes schweiz
Femmes de Paix Autour du Monde	MIR Suisse	
Femmes pour la Paix Suisse	mission 21	
Fondation Caux – Initiatives et changement	miva – transporte l'aide	